

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 31 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TTM Environnement (ex Recywaste Env)

6, rue Denis Papin
ZI
57690 Créhange

Références : [CREHANGE_TTM_2023-01-31_RAPVI-AN-TTR_MChB_31838](#)
Code AIOT : 0006207902

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2022 dans l'établissement TTM Environnement (ex Recywaste Env) implanté 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM Environnement (ex Recywaste Env)
- 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange
- Code AIOT : 0006207902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société TTM Environnement est autorisée à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange, par arrêté préfectoral modifié n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale tri, transit regroupement de déchets ;
- Moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 1 ^{er} juin 2016, article R. 512-47-I	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets– Registre déchets entrants	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1 ^{er}	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traçabilité des déchets– Registre déchets sortants	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 4.1	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 4.2	/	Sans objet
6	Isolement du réseau de collecte	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 2.8	/	Sans objet
7	Procédure d'admission	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 3.4	/	Sans objet
8	Entreposage des déchets	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 3.5	/	Sans objet
9	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en avant des non-conformités relatives à la disponibilité des RIA et le plan de localisation des dangers.

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à prendre en compte rapidement ces non-conformités (remplacement des RIA, établissement d'un plan de localisation des dangers). Les éléments permettant de répondre aux conformités des prescriptions ont été transmis à l'inspection des installations classées le 2 novembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 1 ^{er} juin 2016, article R. 512-47-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. [...]
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'arrêté préfectoral n° 2010 - DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-20 du 21 janvier 2013, autorisant la société Creplast à exploiter un centre de valorisation de matières plastique, cartons, papiers et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange. Les installations dont l'exploitation est autorisée sont soumises à : - Autorisation pour la rubrique n° 2661-2-a : Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.) ; - Déclaration pour la rubrique n° 2714-2 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 de la nomenclature ICPE suivantes : - Déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique n° 2718-2 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. L'exploitant a également fourni la lettre du 6 septembre 2016 de Monsieur le préfet de la Moselle actant le changement d'exploitant des installations du site de Créhange par la société TTM Environnement.
Observations : Pour information, la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été modifiée par le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013. L'exploitant est désormais soumis à enregistrement pour la rubrique n° 2661-2-a. Bien que les installations ne soient plus soumises à autorisation pour une rubrique de la nomenclature des installations classées, le site reste soumis à la procédure d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchet, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchet, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre doit contenir au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni son registre informatique chronologique des déchets entrants sous format informatique.</p> <p>Celui-ci comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La date de réception du déchet ; - La dénomination usuelle du déchet ; - Le code du déchet entrant ; - Le numéro des bordereaux de suivi de déchets ; - La quantité de déchets entrants exprimée en tonnes ; - La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ; - La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé ; - Le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement. <p>Cependant l'inspection des installations classées a constaté sur le registre des mois d'août et</p>

septembre 2022, que certains numéros SIRET de certains producteurs ou expéditeurs de déchets ne sont pas renseignés.

L'exploitant s'est engagé à corriger son registre et le transmettre dans les plus brefs délais.

Par courriel du 2 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un extrait du registre des déchets entrants des mois d'août, septembre et octobre 2022 conformes à la prescription contrôlée et dans lesquels sont renseignés tous les numéros SIRET des producteurs et expéditeurs de déchets.

Les constats réalisés sur ce point de contrôle n'appellent pas d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation : - La date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - La dénomination usuelle du déchet ; - Le code du déchet sortant au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement ; - S'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement ; - Le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - Le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ; - La quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet : - L'adresse de l'établissement ; - L'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - La raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article R.541-10-1 du code de l'environnement ; - La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-43 du code de l'environnement ; - La raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R; 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet : - La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - La qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - Le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - Le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose bien d'un registre informatique des déchets sortants. L'examen de plusieurs lignes du registre des mois d'août et septembre 2022 a permis de constater que l'ensemble des informations sont présentes (date de sortie, code du déchet, quantité, transporteur, destinataire, qualification du traitement final,...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none">- D'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;- D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- De plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;[...] Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m ³ /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; <ul style="list-style-type: none">- D'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre adaptée au risque et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan de répartition des moyens incendie ainsi qu'un plan de répartition des détecteurs incendie. L'exploitant dispose d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone dédié situé au secrétariat). Le site dispose de 3 poteaux incendie situés à moins de 100 mètres à l'extérieur de l'installation. L'exploitant a présenté une fiche de contrôle du District Urbain de Faulquemont (DUF) du 18 août 2022 attestant que les poteaux incendie situés à proximité du site de TTM Environnement sont en mesure de desservir un débit de 130m ³ /h pendant 2 heures. Lors de la visite, il a été constaté que l'installation dispose d'un kit antipollution contenant une réserve de produit absorbant et disposant des moyens de mise en œuvre adéquats. Le site comporte 14 extincteurs et 4 RIA. L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuel des moyens incendie n° LSRIWV7D du 28 septembre 2022. Ce dernier indique que les 4 RIA sont à remplacer. L'exploitant a présenté des devis à l'inspection pour leurs remplacements et s'est engagé à transmettre la commande signée à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais. Par ailleurs, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan des bâtiments avec les descriptions des dangers associés. L'exploitant s'est engagé à fournir le plan des bâtiments facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et de l'aire d'entreposage des déchets à l'inspection dans les plus brefs délais. Par courriel du 2 novembre 2022, l'exploitant a transmis la commande du remplacement des 4 RIA signée du 2 novembre 2022, et un plan des bâtiments et de l'aire d'entreposage des déchets avec

une description des dangers associés. Il a également fourni un devis signé du 25 octobre 2022 pour la mise en place de ce plan à l'entrée du site afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours en cas d'incendie.

L'inspection des installations classées contrôlera la mise en place des RIA et du plan de description des dangers associés au fonctionnement de l'installation affiché à l'entrée du site lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou des déchets présents.</p> <p>Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection son registre de consignes. Ce dernier comporte les consignes particulières concernant les travaux réalisés dans des zones présentant un risque incendie en raison de la nature des produits ou des déchets présents. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes relatives aux opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à intégrer les consignes relatives aux opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident dans son registre de consignes et à les transmettre à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.</p> <p>Par courriel du 2 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la consigne écrite relative aux opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident et a précisé l'avoir intégrer à son registre de consignes. L'inspection des installation classées contrôlera la présence de cette consigne sur le site lors d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, capacité de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. [...]</p> <p>Constats : Le site dispose d'une cuve de 130 m³ additionnée à une aire imperméabilisée de 187 m³ pour la rétention des eaux incendie sur le site. Au total, le volume de rétention disponible permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie disponible sur le site est de 317 m³. L'exploitant a présenté les documents justificatifs de la cuve attestant de son dimensionnement ainsi que la feuille de calcul du volume de rétention de l'aire imperméabilisée du site.</p> <p>Observations : Pour information, la capacité de rétention des eaux de ruissellement du site a fait l'objet d'une mise en demeure, par arrêté préfectoral du 30 août 2021, puis d'une astreinte administrative, prononcée par arrêté préfectoral du 18 juillet 2022.</p> <p>La visite du 11 octobre 2022 a permis de constater que le site dispose d'une rétention d'au moins 308 m³ permettant de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou un incendie. L'astreinte administrative du 18 juillet 2022 à l'encontre de la société TTM environnement peut-être levée. Cette dernière fait l'objet d'un rapport séparé, "suivi des échéances".</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, annexe I, article 3.4
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - Réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - Recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - Réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - Délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>
<p>Constats : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a contrôlé la procédure d'admission d'une livraison de déchets.</p> <p>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifie l'existence d'une information préalable en cours de validité ; - Recueille les informations nécessaires au renseignement du registre des déchets entrants ; - Réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ; - Délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>Le site comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. D'autre part, l'installation étant complètement clôturée, les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture. Enfin, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de dispositif de détection de la radioactivité sur site. Le résultat de contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre est fourni par le producteur de déchet à l'exploitant dans la procédure d'information préalable, conformément à l'article 3.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susmentionné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 3.5
Thème(s) : Autre, Identification des différents entreposages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les installations sont aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation. Le site comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les alvéoles de stockage sont distinctes, séparées par des murs en béton de 80 cm d'épaisseur et de 3 mètres de hauteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I, article 3.4
Thème(s) : Autre, Procédure de refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de produits ou déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou : - Si un document manque, il peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article. [...]</p> <p>Constats : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a suivi la réception d'une benne de déchets lors de son arrivée sur le site. Tout d'abord, le transporteur se rend à la pesée puis à l'accueil du site où le personnel en charge de la réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en cours de validité ; - remplit le registre des déchets entrants. <p>Par la suite, la benne est dirigée vers l'aire de réception des déchets, où l'agent en charge de la réception réalise un contrôle visuel lors du déchargement.</p> <p>Le transporteur repasse ensuite à la pesée et l'agent de réception lui délivre un accusé de réception écrit pour la livraison admise sur le site.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas disposer de dispositif de détection de la radioactivité sur site. Il a présenté les informations préalables dans lesquelles sont renseignées les résultats du contrôle de radioactivité, réalisé par le producteur de déchet en amont, pour les déchets susceptibles d'en émettre.</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de déchets non autorisés sur les zones d'entreposage prévues à cet effet. L'exploitant a indiqué que les déchets non autorisés identifiés lors du déchargement ne sont pas acceptés sur le site et donc repris immédiatement par le transporteur</p>

ou ultérieurement en cas d'identification plus tardive.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet